

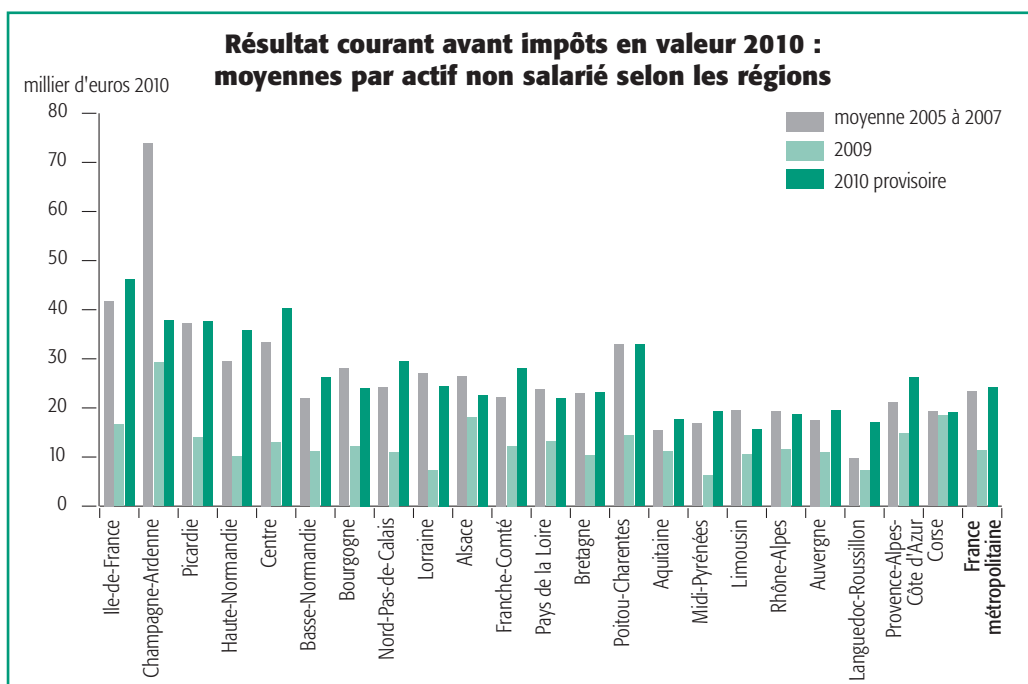
## Les indicateurs de revenu de l'agriculture en 2010 par région et catégorie d'exploitations

# Fragile amélioration du revenu dans toutes les régions

De 11 300 euros en moyenne par actif en 2009 à 24 300 euros en 2010, le revenu des exploitations agricoles connaît une amélioration quasi-générale. Mais la tendance demeure négative à moyen terme.

À la suite de fortes baisses entre 2007 et 2009, le résultat courant avant impôts<sup>1</sup> des exploitations agricoles professionnelles est tombé à 11 300 euros par actif non salarié en 2009. Il se redresse à 24 300 euros en 2010, mais reste inférieur de 12 % à son niveau de 2007. Les très bas niveaux de revenu<sup>1</sup> atteints en 2009 dans une grande majorité d'exploitations conduisent à

des évolutions relatives très fortes en 2010. Ces fortes évolutions, à la baisse comme à la hausse depuis le milieu des années 2000, amènent à analyser les résultats économiques en cumul sur plusieurs années. L'examen des moyennes triennales du résultat courant avant impôts par actif montre en 2010 une poursuite de la tendance baissière (- 5,4 % par an entre les deux dernières moyennes triennales). Ce schéma se retrouve dans la plupart des régions. Dans les régions à dominante grandes cultures et fruits et légumes, le revenu est stimulé en 2010 par le redressement des prix de la plupart des productions végétales. Il progresse mais demeure en niveau généralement en retrait par rapport à 2007. Dans les régions spécialisées dans l'élevage laitier, la hausse des prix et de la collecte du lait a un impact positif sur l'évolution du revenu en 2010. Dans les régions tournées vers l'élevage de bovins allaitants ou d'ovins, la redistribution des aides en faveur des élevages d'herbivores dans le cadre du bilan de santé de la Politique Agricole Commune (Pac) se traduit également par une hausse ➤



Source : SSP - Agreste - Rica et indicateurs de revenu régionaux

1. Voir encadré méthodologie

> du revenu, hausse limitée en raison de la modeste progression des cours des viandes en 2010.

### En grandes cultures le redressement de 2010 compense difficilement le bas niveau de 2009

Après avoir chuté en 2009 à 10 200 euros en moyenne par actif non salarié, son plus bas niveau depuis 1990, le revenu de l'ensemble des exploitations de grandes cultures s'améliore en 2010. Il se redresse à 41 200 euros. La flambée des prix des céréales et des oléagineux fait plus que compenser la baisse des récoltes. Les coûts de production diminuent grâce à la baisse notable des prix des engrais et à une bonne maîtrise des achats de produits de protection des cultures. En conséquence, le revenu des régions de grandes cultures s'améliore en 2010, mais reste sur une tendance de moyen terme<sup>1</sup> orientée à la baisse. L'évolution entre les deux dernières moyennes triennales (- 13 % en Ile-de-France, - 12 % en Picardie, - 9 % en région Centre) confirme la tendance baissière des cinq dernières années. Tendance baissière également dans

les régions où l'élevage côtoie les grandes cultures : - 10 % en Lorraine et - 5 % en Haute-Normandie. La situation est plus favorable dans le Nord-Pas-de-Calais, où le revenu se stabilise à court terme grâce à la bonne tenue de la betterave et de la pomme de terre selon les années.

### La redistribution des aides soutient le revenu des éleveurs en 2010 mais la situation reste difficile

L'application en 2010 des mesures du bilan de santé de la Pac de 2008 est favorable aux éleveurs d'herbivores avec l'attribution des nouveaux droits à paiement unique « DPU herbe ». Les éleveurs ovins et caprins bénéficient du choix français d'attribuer une nouvelle aide couplée aux ovins et caprins (dans le cadre du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil). Ces nouvelles aides interviennent dans un contexte marqué, au moins au début 2010, par une progression parfois limitée de la valeur de la production et un maintien des dépenses d'approvisionnement malgré la hausse des prix des aliments qui a affecté la trésorerie des éleva-

ges au second semestre. Le revenu des éleveurs d'herbivores s'améliore donc en 2010 après avoir atteint des niveaux inférieurs à 10 000 euros par actif en 2009 dans toutes les spécialisations. En élevage laitier, il remonte à 21 300 euros, valeur proche de sa moyenne de la fin des années quatre-vingt-dix, grâce à la remontée des prix du lait après les faibles niveaux de 2009. En élevage ovin, les nouvelles aides portent le revenu moyen à un peu plus de 15 000 euros par actif en 2010. Mais en élevage bovins viande, le résultat courant par actif n'est que de 14 300 euros en 2010 et en moyenne sur les trois dernières années il est à son plus bas niveau depuis 1992. Cette situation profite aux régions d'élevage laitier. L'évolution de leur revenu mesurée en moyenne triennale est positive en 2010 : + 2 % en Basse-Normandie comme en Bretagne, + 4 % en Auvergne où cohabitent élevages laitiers et ovins. La hausse est plus marquée en Franche-Comté (+ 12 %) compte tenu de la

1. Voir encadré méthodologie

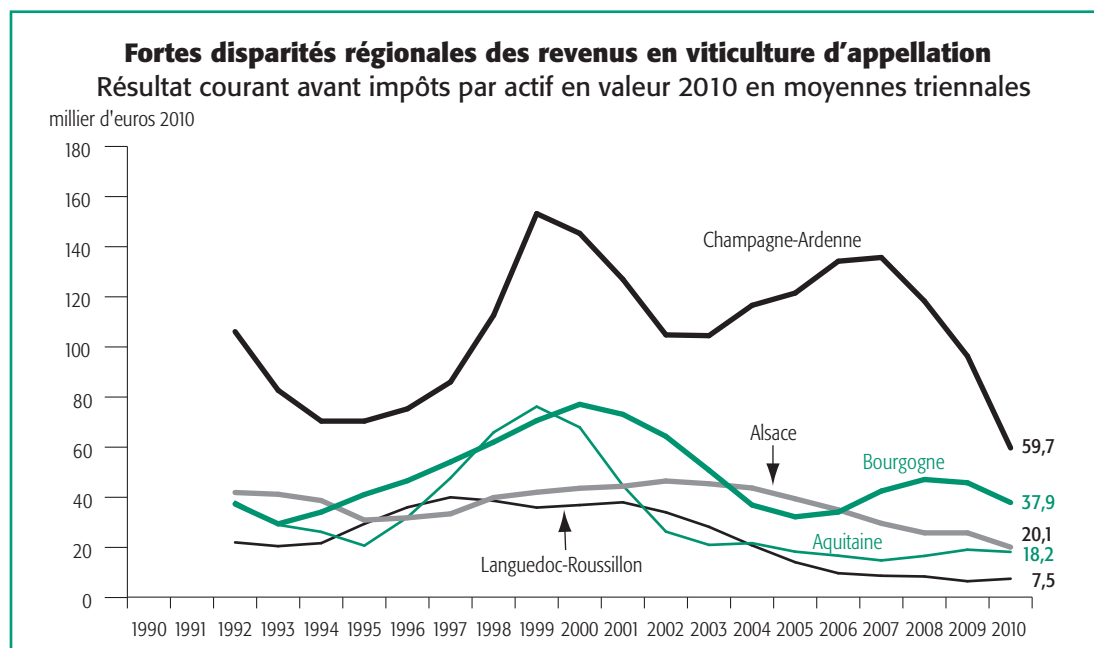
### Pour en savoir plus...

■ « Le bilan de santé de la Pac, une redistribution des aides en faveur des élevages d'herbivores », Agreste Primeur n° 258, avril 2011

■ « L'agriculture en 2010 en France et en Europe », Insee Première n° 1360, juin 2011

Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation du 30 juin 2011, en ligne sur le site [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les données détaillées des indicateurs de revenu par catégorie d'exploitations et par région sont disponibles sur le site [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr), rubrique « données en ligne »

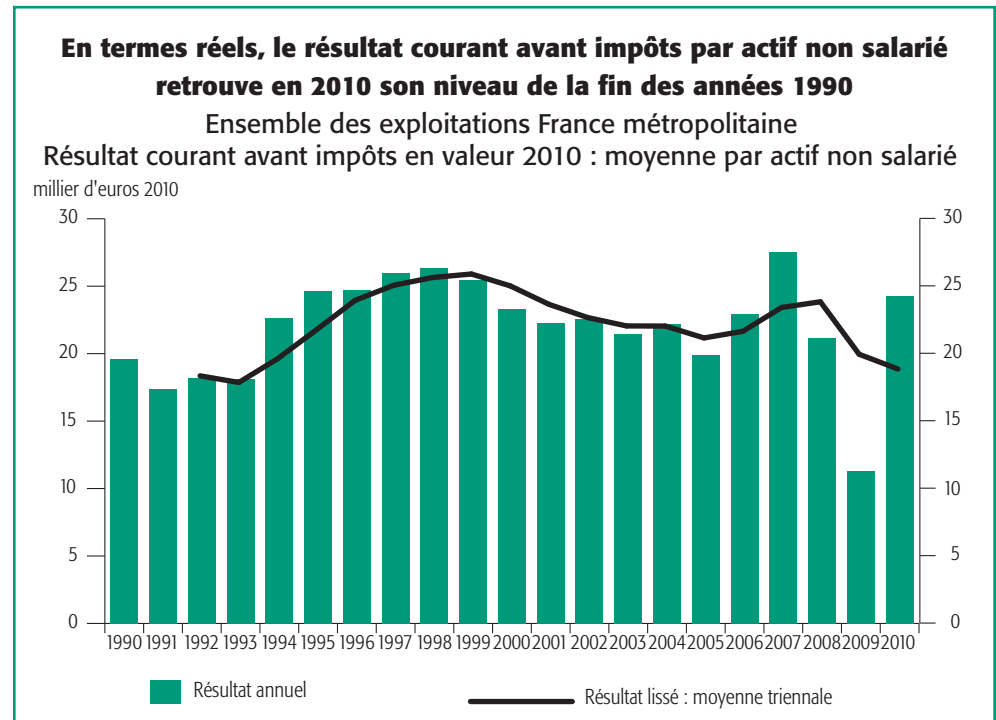


Source : SSP - Agreste - Rica et indicateurs de revenu régionaux

➤ bonne tenue du prix du lait pour fromage AOC en 2009. L'évolution est moins favorable dans les régions d'élevage allaitant. Malgré la hausse de 2010, la tendance de court terme (rapport entre les deux dernières moyennes triennales) est de - 7 % en Pays de la Loire et de - 6 % en Limousin. Dans l'ensemble de ces régions, la tendance de moyen terme reste négative (de l'ordre de - 3 % en Basse-Normandie à - 13 % en Limousin).

### Tendance baissière en viticulture d'appellation, amélioration relative en autre viticulture avec de fortes disparités régionales

À l'exception de l'aire d'appellation cognac, les exploitations viticoles font face en 2010 à une baisse des récoltes. Mieux orientés, les prix progressent par rapport à 2009. Les charges sont moindres du fait de la baisse des achats de produits de protection des cultures. Dans ce contexte, le revenu des exploitations de viticulture d'appellation reste orienté tendanciellement à la baisse (- 21 % entre



Source : SSP - Agreste - Rica et indicateurs de revenu par catégorie d'exploitations

les deux dernières périodes triennales) et tombe en moyenne à 20 200 euros par actif en 2010. Cette tendance concerne la plupart des zones productrices de vins d'appellation. La baisse du revenu viticole la plus forte sur les trois dernières années concerne la région

Champagne-Ardenne. Mais le niveau moyen du revenu par actif sur les trois dernières années (près de 60 000 euros) reste très supérieur à celui des autres régions de viticulture d'appellation. Les exploitations productrices de vins sans indication géographique et à indication ➤

Résultat courant avant impôts par actif non salarié en valeur réelle selon les catégories d'exploitations									
	Valeurs annuelles moyennes en millier d'euros 2010				Évolution des moyennes triennales en % annuel			Valeurs triennales moyennes en millier d'euros 2010	
	2007	2008	2009	2010	« 2010 »/« 2009 »	« 2010 »/« 2007 »	« 2010 »/« 1992 »	« 1992 » <sup>1</sup>	« 2010 » <sup>1</sup>
<b>Ensemble des exploitations professionnelles</b>	<b>27,5</b>	<b>21,1</b>	<b>11,3</b>	<b>24,3</b>	<b>- 5,4</b>	<b>- 7,0</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>18,4</b>	<b>18,9</b>
Céréales, oléagineux, protéagineux	47,2	30,9	7,6	39,9	- 8,6	- 4,1	+ 2,2	17,7	26,1
Autres grandes cultures	44,4	38,1	16,8	45,0	+ 0,6	- 0,5	+ 2,4	21,8	33,3
<b>Ensemble grandes cultures</b>	<b>46,0</b>	<b>32,9</b>	<b>10,2</b>	<b>41,2</b>	<b>- 5,4</b>	<b>- 3,1</b>	<b>+ 1,9</b>	<b>19,9</b>	<b>28,1</b>
Marâchage et fleurs	18,3	16,0	14,0	21,0	+ 5,6	- 5,9	+ 0,6	15,2	17,0
Viticulture d'appellation	40,1	30,8	24,0	20,2	- 21,0	- 12,0	- 2,7	40,6	25,0
Autre viticulture	20,8	16,4	11,7	23,3	+ 5,0	+ 3,3	- 1,4	21,9	17,1
<b>Ensemble viticulture</b>	<b>35,6</b>	<b>27,7</b>	<b>21,1</b>	<b>20,8</b>	<b>- 17,5</b>	<b>- 9,8</b>	<b>- 2,5</b>	<b>36,4</b>	<b>23,2</b>
Arboriculture fruitière	25,4	24,0	10,5	21,4	- 6,6	- 4,6	- 1,9	26,4	18,6
Bovins lait	19,7	19,5	9,7	21,3	+ 3,3	- 4,0	+ 0,6	15,2	16,9
Bovins viande	15,5	10,7	9,5	14,3	- 3,4	- 15,6	- 0,1	11,7	11,5
Bovins mixtes	21,5	18,5	9,3	20,4	- 2,2	- 8,5	+ 0,3	15,3	16,1
Ovins et autres herbivores	12,6	9,0	9,0	15,2	+ 8,3	- 4,9	- 1,0	13,3	11,0
Hors sol	14,2	13,0	14,6	17,4	+ 7,6	- 12,3	- 3,0	26,0	15,0
Polyculture	24,4	17,4	7,9	21,1	- 6,6	- 6,5	+ 0,5	14,2	15,5
Élevage et culture	27,0	20,1	7,6	23,0	- 7,2	- 9,0	+ 1,2	13,6	16,9

1. Moyenne triennale affectée à l'année indiquée (« 2010 » : moyenne des résultats 2008, 2009, 2010 affectée à 2010).  
L'évolution « 2010 »/« 2009 » correspond à l'évolution entre les moyennes des années 2007 à 2009 (« 2009 ») et 2008 à 2010 (« 2010 »).

Source : SSP - Agreste - Rica et indicateurs de revenu par catégorie d'exploitations

> géographique protégée dont le revenu avait atteint un point historiquement bas en 2005 affichent une évolution positive de 3 % par an en moyenne depuis 2007. Cette situation transparaît en Languedoc-Roussillon dont le revenu triennal moyen progresse de 15 % entre 2009 et 2010 mais reste peu élevé (12 200 euros par actif).

### En fruits et légumes malgré la hausse de 2010, le revenu reste inférieur à son niveau du début des années 2000

En monnaie constante, le revenu moyen des exploitations d'arboriculture fruitière passe de 10 500 euros par actif en 2009 à 21 400 en 2010. Mais en cumul sur trois années, il baisse de 7 %. Celui des maraîchers et horticulteurs passe de 14 000 à 21 000 euros par actif et s'ac-

croît de 6 % au cours des deux dernières périodes triennales. Il reste toutefois sur une tendance baissière de moyen terme. Les exploitations fruitières, tout comme les exploitations maraîchères et horticoles, ont bénéficié du repli des productions tant en France que chez ses principaux fournisseurs européens. Ce repli a eu un effet stimulant sur les prix qui se sont redressés en 2010 entraînant une hausse de la valeur de la production. Ainsi, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le revenu triennal moyen progresse de 2 % en 2010 du fait des départements à dominante fruits et légumes (Bouches-du-Rhône et Vaucluse). En Rhône-Alpes, la situation est moins favorable. Des aides ont été allouées à la suite des différentes calamités survenues en 2010. Le revenu triennal se

replie de 6 %. Le revenu moyen de l'ensemble des exploitations professionnelles est sur les trois dernières années quasiment identique à celui du début des années 1990 : de 18 400 euros en moyenne sur la période 1990-1992 il passe à 18 900 euros sur la période 2008 à 2010, inflation déduite. Cette quasi-stagnation se retrouve dans une dizaine de régions où le revenu moyen évolue au plus de 0,5 % par an (à la hausse ou à la baisse) depuis 1990.

**Éliane Le Rey, Gilbert Terroux, Jean Sparhubert, Dominique Bouilly**

*SSP - Bureau des Statistiques sur les Productions et les Comptabilités Agricoles*

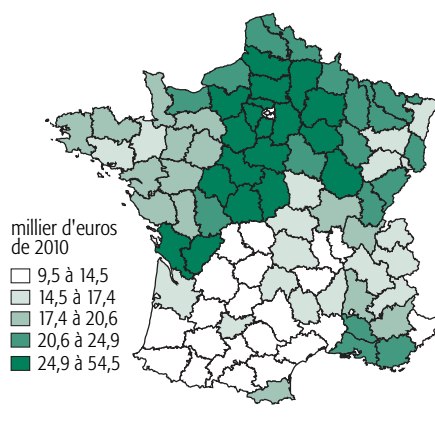
## Les disparités de revenu selon les départements

■ Entre les années moyennes 1990 à 1992 et 2008 à 2010, le revenu agricole moyen par actif s'est amélioré de 0,2 % par an. La tendance a été positive dans les trois quarts des départements. Les exceptions sont dans leur grande majorité des départements viticoles.

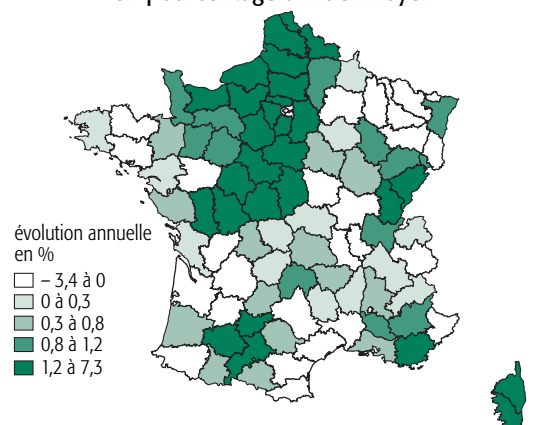
■ Au cours des vingt dernières années, les disparités géographiques de revenu ont très peu évolué. Le rapport entre les moyennes des revenus des dix départements

les plus élevés et des dix plus faibles est resté de l'ordre de 3,5. Les revenus moyens les plus élevés se retrouvent sur les années récentes dans les départements où dominent les grandes cultures. Les plus faibles concernent les zones d'élevage bovin à viande et ovin, de même que les départements viticoles.

Résultat courant avant impôts moyen par actif non salarié par département en valeur 2010  
Moyenne des années 2008 à 2010



Évolution annuelle du résultat courant avant impôts par actif non salarié en valeur 2010  
Tendance depuis 1990 en pourcentage annuel moyen





### Méthodologie

#### Un nouveau système d'information sur les revenus basé sur le Rica

■ La notion de revenu de l'activité des entreprises agricoles retenue est celle utilisée traditionnellement dans le Rica : le résultat courant avant impôts (RCAI) par actif non salarié. Les évolutions sont calculées en termes réels en déflatant par l'indice de prix du produit intérieur brut (PIB). Dans le commentaire, on utilise indifféremment les termes « résultat courant avant impôts » et « revenu ».

■ Les données annuelles concernant les revenus moyens par actif sont présentées en niveau exprimé en valeur 2010. Afin de restituer les évolutions annuelles dans des tendances de court terme, celles-ci sont calculées en moyenne glissante sur trois ans. Les évolutions ainsi lissées représentent l'évolution des revenus annuels cumulés des trois dernières années et retracent mieux que des pourcentages propres à chaque année, très fluctuants et de grande ampleur, l'évolution des résultats économiques des exploitations. La notion d'évolution à moyen terme retenue dans le commentaire concerne les évolutions annuelles entre la moyenne des années 2005 à 2007 d'une part, et 2008 à 2010 d'autre part.

■ Les indicateurs de revenu agricole présentés dans cette étude visent à détailler les résultats annuels des exploitations agricoles selon les principales orientations de production et les zones géographiques. Ils sont établis par le Service de la statistique et de la prospective (SSP) en liaison avec les services régionaux en charge des statistiques dans les Directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, sur le champ des exploitations agricoles métropolitaines professionnelles. Ils mesurent l'impact annuel de la conjoncture sur le résultat d'exploitation de l'activité agricole. Les

calculs s'appuient totalement sur les résultats du Réseau d'information comptable agricole (Rica) qui constituent la référence pour les années passées.

■ Au niveau national et régional, les données de base sont les résultats détaillés des comptes par catégorie d'exploitations (Otex) observés dans le Rica. Dans le cas où les résultats d'une ou plusieurs Otex ne sont pas suffisamment représentatifs dans une région, des procédures d'arbitrage et de traitement des ruptures temporelles des données de départ sont appliquées. Le résultat pour l'ensemble de la région est ensuite recalculé en agrégeant les données par Otex avec des pondérations issues des enquêtes sur la structure des exploitations.

■ Pour le calcul des résultats de la dernière année, on utilise une méthode d'actualisation des données détaillées du Rica de l'année précédente qui consiste à appliquer des indices conjoncturels retraçant les évolutions régionales des différents postes de recettes et de charges.

■ Afin de retracer les disparités au sein des régions, un indicateur d'évolution du revenu est également calculé par département. Il s'appuie sur les résultats du Rica par région et catégorie d'exploitations, pondérés par la structure de production propre à chaque département.

■ Ce système permet donc de disposer de données totalement cohérentes et comparables en évolution et en niveau :

- par type d'exploitation (Otex) au niveau national
- par région
- pour les principales Otex de la région
- par département.

**Les résultats commentés dans ce document ont fait l'objet d'une présentation à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation le 30 juin 2011.**

